

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/50

16 novembre 1999

(99-4929)

Conseil général
3 et 4 novembre 1999

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard
les 3 et 4 novembre 1999

Président: M. Ali Mchumo (Tanzanie)

| <u>Sommaire:</u> | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| 1. Organisation des travaux pour la troisième Conférence ministérielle..... | 3 |
| a) Déclaration du Président..... | 3 |
| 2. Comité du budget, des finances et de l'administration..... | 4 |
| a) Rapport du Comité..... | 4 |
| 3. Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements | 4 |
| a) Consultations avec la République slovaque..... | 4 |
| 4. Réexamen après cinq ans de l'exemption prévue au paragraphe 3 du GATT de 1994 | 5 |
| 5. Réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends..... | 7 |
| a) Rapport au Conseil général..... | 7 |
| 6. Participation d'observateurs à la Conférence ministérielle de 1999 | 14 |
| a) Gouvernements | 14 |
| b) Organisations internationales intergouvernementales | 14 |
| 7. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC..... | 17 |
| a) Système harmonisé – Demandes de prorogation de dérogations..... | 17 |
| i) Bangladesh..... | 17 |
| ii) Nicaragua | 17 |
| iii) Sri Lanka..... | 17 |
| b) Zambie – Renégociation de la Liste LXXVIII..... | 18 |
| i) Demande de prorogation de la dérogation | 18 |
| c) Décision sur l'introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC le 1 ^{er} janvier 1996..... | 18 |
| i) Prorogation de délai | 18 |
| d) Examen de dérogations conformément à l'article IX:4 de l'Accord sur l'OMC..... | 18 |

| | | |
|------------|--|-----------|
| i) | Canada – Programme CARIBCAN, dérogation accordée le 14 octobre 1996 jusqu'au 31 décembre 2006..... | 18 |
| ii) | Cuba – Article XV:6, dérogation accordée le 14 octobre 1996 jusqu'au 31 décembre 2001 | 19 |
| iii) | CE – Quatrième Convention ACP-CE de Lomé, dérogation accordée le 14 octobre 1996 jusqu'au 29 février 2000..... | 19 |
| iv) | CE/France – Arrangements commerciaux franco-marocains, dérogation accordée les 9-11 et 18 décembre 1998 jusqu'au 31 décembre 1999 | 19 |
| v) | Hongrie – Subventions à l'exportation de produits agricoles, dérogation accordée le 22 octobre 1997 jusqu'au 31 décembre 2001 | 19 |
| vi) | États-Unis – Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins, dérogation accordée le 14 octobre 1996 jusqu'au 4 décembre 2001 | 19 |
| vii) | États-Unis – Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes, dérogation accordée le 15 novembre 1995 jusqu'au 31 décembre 2005..... | 19 |
| viii) | États-Unis – Ancien territoire sous tutelle des îles du Pacifique, dérogation accordée le 14 octobre 1996 jusqu'au 31 décembre 2006..... | 19 |
| 8. | Facilitation des échanges – Rapport sur l'état d'avancement des travaux effectués par le Conseil du commerce des marchandises conformément au paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Singapour..... | 20 |
| 9. | Examen des activités de l'OMC..... | 21 |
| a) | Conseil général, Organe de règlement des différends, Organe d'examen des politiques commerciales, Conseils sectoriels, Comités du commerce et du développement, des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, du budget, des finances et de l'administration, et des Accords commerciaux régionaux..... | 21 |
| b) | Comité du commerce et de l'environnement..... | 21 |
| c) | Groupes de travail des liens entre commerce et investissement, de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence et de la transparence des marchés publics..... | 21 |
| d) | Comités établis dans le cadre des Accords commerciaux plurilatéraux | 21 |
| 10. | Désignation des Présidents des organes de l'OMC | 27 |

Le Président a invité le Directeur général à présenter une déclaration¹ sur l'évolution du commerce international et du système commercial, après quoi le Conseil général s'est réuni² en tant qu'Organe d'examen des politiques commerciales et a débattu de cette question de manière approfondie.

¹ La déclaration a été distribuée sous la cote WT/GC/29.

² Le compte rendu de cette réunion figure dans le document WT/TPR/OV/M/2.

1. Organisation des travaux pour la troisième Conférence ministérielle

a) Déclaration du Président

Le Président a dit qu'à la suite de consultations avec le Secrétariat et le gouvernement du pays hôte de la troisième Conférence ministérielle, le programme de la Conférence était prévu comme suit: cérémonie d'ouverture le 30 novembre à 10 heures du matin; séances plénières l'après-midi du 30 novembre, ainsi que le matin et l'après-midi des 1^{er} et 2 décembre; séance plénière nocturne le 1^{er} décembre afin de pouvoir faire face au grand nombre d'orateurs et, si nécessaire, séance plénière nocturne le 2 décembre. Des séances de travail informelles seraient organisées le cas échéant par la présidence en fonction de l'évolution des travaux pendant la Conférence. La cérémonie de clôture se déroulerait le 3 décembre et serait précédée d'une séance plénière au cours de laquelle les ministres seraient censés adopter la Déclaration ministérielle et prendre toutes autres mesures qu'ils jugeraient appropriées au titre de l'ordre du jour proposé pour la Conférence. Lors de cette séance plénière, ils prendraient également note du rapport du Conseil général et approuveraient toutes les recommandations qui y figureraient. Un document exposant le programme des travaux serait distribué à tous les Membres.³

Le représentant de la Bolivie a dit que nombre de petites délégations étaient mal à l'aise face au manque de transparence des travaux préparatoires de la troisième Conférence ministérielle. Son pays demandait au Président du Conseil général et au Directeur général de prendre les mesures nécessaires pour que les délégations soient tenues informées des réunions organisées entre de petits groupes de délégations en vue de régler certains problèmes non résolus en séances plénières, et que les résultats de ces réunions soient connus 24 heures avant toute décision que prendraient les ministres.

Le représentant de Panama a dit que sa délégation s'associait pleinement à la déclaration de la Bolivie. L'ensemble des membres devaient être tenus informés de ce qui se passait dans les réunions sur la préparation de la troisième Conférence ministérielle auxquelles participaient le Président et le Directeur général. Eu égard aux inquiétudes relatives à la transparence, il convenait que chacun soit informé du moment où ces réunions devaient avoir lieu et des questions qui devaient y être abordées, de manière à pouvoir décider d'y participer ou non. Le Panama espérait que des mesures seraient prises très prochainement à ce sujet.

Le représentant de Maurice a dit que sa délégation appuyait sans réserve les déclarations de la Bolivie et du Panama. La nécessité de la transparence avait souvent été constatée au Conseil général. Pourtant, la préparation de la troisième Conférence ministérielle reproduisait la situation rencontrée au cours de la Conférence ministérielle de Singapour, où de nombreux ministres avaient dû attendre à l'extérieur que les réunions se terminent pour apprendre des participants ce qui s'était passé. Les dispositions nécessaires devaient être prises pour que les délégations soient pleinement informées et ne se trouvent pas placées par la suite devant un fait accompli.

Le représentant de Cuba a dit que sa délégation partageait les vues exprimées par la Bolivie, le Panama et Maurice sur le manque de transparence qui entourait la préparation de la troisième Conférence ministérielle et la nécessité d'améliorer les méthodes de travail. L'élaboration d'un consensus n'était pas chose facile, mais l'opération devait se dérouler dans une salle assez grande pour accueillir toutes les délégations intéressées et leur permettre de participer au processus. Cuba espérait qu'il serait remédié à la situation actuelle.

³ WT/MIN(99)/4.

Le représentant de l'Ouganda a dit que sa délégation était bien consciente que l'élaboration d'un consensus exigeait parfois de réunir un petit nombre de délégations, mais cela ne devait pas avoir pour effet de laisser certains ministres dans l'ignorance jusqu'à l'annonce d'une décision. L'Ouganda saluait les efforts déployés par le Président pour porter les questions devant le Conseil général afin de rendre ce processus aussi transparent que possible. Les Membres des pays les moins avancés n'avaient peut-être pas beaucoup de ressources, mais ils ne manquaient pas d'idées.

Le Conseil général a pris note des déclarations et de l'organisation des travaux de la troisième Conférence ministérielle.

2. Comité du budget, des finances et de l'administration

a) Rapport du Comité (WT/BFA/44)

Mme Dubois-Destrizais (France), Présidente du Comité du budget, des finances et de l'administration, a annoncé que le Comité n'était pas encore parvenu à une décision finale concernant le budget de l'OMC pour l'année 2000. Un consensus se dessinait en faveur d'un budget augmenté de 4,5 pour cent par rapport à celui de 1998, soit moins de 2 pour cent en valeur réelle.

Le Président a proposé que le Conseil général ajourne sa réunion après l'examen des points restants de son ordre du jour, puis se réunisse de nouveau dès que possible pour examiner ce point.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et en est ainsi convenu.⁴

3. Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements

a) Consultations avec la République slovaque (WT/BOP/R/48)

M. Jenkins (Royaume-Uni), prenant la parole au nom de M. Jodko (Pologne), Président du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, a dit que le Comité avait rencontré la République slovaque les 20 et 21 septembre, aux fins de mener des consultations concernant la surtaxe à l'importation de 7 pour cent appliquée depuis le 1^{er} juin 1999. Les Membres avaient reconnu que la République slovaque était confrontée à des difficultés économiques graves et que la situation de la balance des paiements était fragile. Le déficit budgétaire et celui des opérations courantes étaient intenable, la dette extérieure avait quasiment doublé au cours des trois dernières années et le faible niveau des réserves en devises, représentant moins de trois mois d'importations, restait préoccupant. Les Membres avaient estimé que la surtaxe à l'importation, mesure fondée sur les prix et accompagnée d'un calendrier d'élimination, était compatible avec les dispositions du GATT de 1994. Plusieurs d'entre eux avaient relevé le nombre d'exemptions destinées à encourager l'investissement et à satisfaire les besoins fondamentaux, et certains avaient exprimé des doutes sur le fait que la mesure puisse résoudre les problèmes économiques actuels. Le Comité s'était félicité de ce que la mesure commerciale s'inscrive dans un ensemble de mesures plus large visant à assurer la stabilisation financière et soit accompagnée d'un effort concerté portant sur des réformes macro-économiques et structurelles que les Membres jugeaient difficiles et courageuses, mais nécessaires et trop longtemps différées. Les Membres avaient encouragé la République slovaque à veiller à ce que le processus de réforme soit réalisé dans les délais prévus, voire accéléré si cela était possible. Une réforme fondamentale de ce type était indispensable pour assurer une stabilité durable et permettrait d'éliminer la surtaxe dans les délais prévus, si ce n'était plus tôt.

⁴ L'examen ultérieur de ce point par le Conseil général a fait l'objet d'un addendum au présent compte rendu.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a adopté le rapport sur les consultations menées avec la République slovaque (WT/BOP/R/48).

4. Réexamen après cinq ans de l'exemption prévue au paragraphe 3 du GATT de 1994 (WT/GC/W/228)

Le Président a rappelé que l'exemption prévue au paragraphe 3 du GATT de 1994 doit, au titre du paragraphe 3 b), être réexaminée cinq ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC afin de déterminer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore, et après cela, tous les deux ans pendant toute la durée de son application. À sa réunion du 6 octobre, le Conseil général avait examiné cette question ainsi qu'une communication du Japon à ce sujet reproduite dans le document WT/GC/W/344, et il était convenu d'y revenir lors de la présente réunion.

La représentante des États-Unis a dit que la disposition en question n'était pas une dérogation et ne concernait pas les mesures adoptées par son pays dans le cadre de l'exception concernant la sécurité prévue à l'article XXI. En conséquence, les questions portant sur le fonctionnement de la législation relative à la capacité de la défense nationale des États-Unis n'étaient pas recevables. Sa délégation ayant déjà expliqué pourquoi le Conseil général était saisi de cette question, et comment les États-Unis voyaient cette disposition ainsi que la portée du présent réexamen, l'intervenante allait répéter ces explications. À la réunion d'octobre du Conseil général, les États-Unis avaient reçu du Japon des questions complémentaires concernant le fonctionnement de l'exemption, dont certaines étaient pertinentes, d'autres non. Lors d'une consultation informelle organisée par le Panama le 2 novembre, ils avaient indiqué leur position sur ces questions à plusieurs Membres de l'OMC. Les CE avaient communiqué certaines questions complémentaires, auxquelles les États-Unis répondraient également dès lors qu'elles s'inscrivaient dans le cadre du présent réexamen. En raison des détails techniques mis en jeu, la délégation de l'intervenante ne pouvait pas répondre à la présente réunion mais elle transmettrait à Washington à la fois les questions des Communautés et celles du Japon, afin qu'il soit répondu par écrit à celles que les États-Unis estimerait pertinentes dans le cadre du présent réexamen, et les réponses seraient distribuées à tous les Membres. Cela étant, l'intervenante réaffirmait que l'exemption prévue au paragraphe 3 du GATT de 1994 n'était ni une dérogation ni une invocation de l'exception prévue par le GATT concernant la sécurité. De ce fait, si sa délégation était toute disposée à préciser comment fonctionnaient l'exemption et la législation des États-Unis dans la pratique et dans la loi, elle n'avait pas l'intention de répondre à des questions qui supposaient que les États-Unis devaient invoquer des motifs d'ordre économique ou fondés sur la sécurité nationale pour justifier cette exception. De l'avis des États-Unis, le Conseil général devait conclure que les raisons qui avaient rendu nécessaire l'exemption prévue au paragraphe 3 du GATT de 1994 existaient toujours et que le premier réexamen de la disposition devait être achevé à la présente réunion. L'intervenante a demandé s'il y avait encore des questions auxquelles les délégations estimaient que son pays n'avait pas répondu lors des réunions précédentes.

Les représentants du Panama, du Japon, des Communautés européennes, de la Corée, d'Australie et de Hong Kong, Chine ont salué l'initiative prise par les États-Unis de répondre par écrit aux questions posées par plusieurs délégations.

Le représentant du Panama a rappelé les propos des États-Unis, selon lesquels le réexamen prévu au paragraphe 3 du GATT de 1994 se bornait à examiner l'éventuelle adoption d'une modification législative ou d'une mesure affectant la mise en œuvre d'une exemption prévue au titre dudit paragraphe, le simple fait qu'un tel changement n'ait pas eu lieu devant amener à conclure que les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire continuaient d'exister. Le Panama n'acceptait pas cette interprétation du paragraphe 3. Les conditions qui avaient rendu l'exemption nécessaire étaient celles qui avaient entraîné l'adoption de la législation examinée, et non la simple existence de la législation. C'étaient donc ces conditions qui devaient faire l'objet d'un réexamen au titre du paragraphe 3. Au regard de la conformité de la législation notifiée par les États-Unis dans leur lettre

du 20 décembre 1994 avec les conditions énoncées au paragraphe 3 a), la question se posait même de savoir si cette législation remplissait les conditions d'une exemption au titre du paragraphe 3. Selon ces conditions, les législations devaient être impératives, spécifiques et promulguées avant que le Membre soit devenu partie contractante au GATT de 1947. En outre, l'exemption était limitée aux législations interdisant l'utilisation, la vente ou la location de navires construits à l'étranger ou remis en état à l'étranger pour des usages commerciaux entre des points situés dans les eaux nationales ou dans les eaux d'une zone économique exclusive. Des questions similaires pouvaient être posées concernant les règlements d'application de cette législation. La législation ne pouvait s'écarter des conditions imposées par le paragraphe 3. Par exemple, dans la mesure où elle n'était pas impérative ou spécifique, ou bien dans la mesure où l'interdiction qu'elle posait excédait les limites définies au paragraphe 3, il n'était pas évident qu'elle réponde aux critères de l'exemption. Étant donné la gravité des dérogations ou des exemptions prévues au paragraphe 3 du GATT de 1994 par rapport aux principes fondamentaux de l'OMC, l'applicabilité de cette disposition dans le cas présent devait faire l'objet d'un examen très minutieux. Il convenait de trancher cette question avant d'en revenir au réexamen global de l'exemption, auquel le Panama accordait une importance considérable. Dans l'hypothèse où les Membres pourraient déterminer que la législation bénéficiait effectivement de l'exemption, le réexamen devrait être global et non inutilement limité. Les dérogations ou les exemptions au regard des principes fondamentaux du GATT/de l'OMC avaient toujours fait l'objet d'une interprétation restrictive. Le Panama se réservait le droit de soumettre aux États-Unis, en temps utile, toutes questions qu'il jugerait appropriées, à la fois pour déterminer si la législation remplissait les conditions de l'exemption et pour répondre aux objectifs du réexamen prévu au titre du paragraphe 3. La délégation de l'intervenant soumettrait aux États-Unis des questions relatives au fonctionnement et à l'application de la législation notifiée.

Le représentant du Japon a dit que, de l'avis de la plupart des Membres, le réexamen prévu au paragraphe 3 du GATT de 1994 devait porter sur le fond et non constituer une simple formalité. Il avait une importance considérable, puisque le paragraphe en question permettait de déroger de façon substantielle aux principes fondamentaux du GATT. Les réponses des États-Unis aux questions posées par le Japon dans le document WT/GC/W/344 étaient donc de la première importance. Après les avoir examinées, le Japon déciderait s'il convenait de mettre un terme au réexamen.

Le représentant des Communautés européennes a dit qu'il était anachronique de maintenir l'application de l'exemption prévue au paragraphe 3 du GATT de 1994. On avait peine à croire que, plus de 50 ans après l'octroi initial de cette exemption, les États-Unis jugent encore nécessaire d'y recourir. L'exemption ne se justifiant pas sur le plan économique, le réexamen devait porter sur le fond et non se borner à un exercice de pure forme. S'agissant de la déclaration des États-Unis selon laquelle il n'y avait pas eu de modification de la législation, non seulement tel n'était pas le cas, mais un nouvel élément avait été introduit concernant les prescriptions des États-Unis en matière de sécurité nationale. Cet élément nouveau devrait être examiné avec un soin particulièrement attentif, car il pouvait s'avérer lourd de conséquences pour l'organisation.

Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que la Loi Jones était une législation périmée, incompatible avec les principes fondamentaux du GATT/de l'OMC et qui ne répondait pas aux besoins actuels dans le domaine des affaires. Elle était également incompatible avec le régime des services aux États-Unis, généralement libéral, et avec la demande formulée par ces derniers d'un accroissement de la libéralisation du commerce des services au cours du nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. L'arrêt brutal des négociations relatives aux services de transport maritime en juin 1996 avait été décevant. Hong Kong, Chine, comptait parmi les rares Membres à avoir maintenu leurs engagements dans ce secteur, nonobstant la décision des États-Unis de se retirer des négociations au tout dernier moment. Les services de transport maritime représentaient un secteur essentiel et il importait à cet égard que les États-Unis soient partie à l'Accord. La réforme de la Loi Jones leur permettrait d'influer sur ce secteur et partant, contribuerait à faire aboutir les négociations, et ils devaient agir sans délai. L'exemption prévue au paragraphe 3 b)

constituait un obstacle majeur à tout engagement significatif en matière d'accès au marché - pour ne rien dire des engagements en matière de traitement national. Afin de faciliter l'examen par les Membres de leur demande de maintien de l'exemption prévue au paragraphe 3 b), les États-Unis devaient fournir les renseignements demandés par le Japon et les autres Membres, en établissant que les conditions ayant rendu l'exemption nécessaire existaient encore. Cette question revêtait un intérêt commercial et systémique pour la délégation de l'intervenant, et le réexamen prescrit au titre du paragraphe 3 b) devait porter sur le fond et entrer dans le cadre des travaux en cours de l'OMC.

Le représentant de la Corée a dit que l'absence de modification des dispositions législatives ne signifiait pas automatiquement que les conditions qui avaient rendu l'exemption nécessaire continuaient d'exister. Au demeurant, même si ces conditions étaient restées inchangées, il appartenait à la Conférence ministérielle d'en juger conformément au paragraphe 3 b) du GATT de 1994. Un débat approfondi sur cette question s'imposait, dans un cadre approprié dont déciderait le Conseil général. Le paragraphe 3 du GATT de 1994 autorisait une grave dérogation au principe du traitement national. De ce fait, la Loi Jones devait faire l'objet d'une révision de fond de manière à être plus compatible avec les principes fondamentaux du système commercial multilatéral.

Le représentant de Panama a dit qu'on devait mener le réexamen de façon à déterminer la nature des modifications apportées à la législation des États-Unis. Il s'agirait donc d'un réexamen au fond.

Le représentant de l'Australie a dit que cette question était très importante, à la fois au regard du fonctionnement systémique de cette organisation et des intérêts commerciaux directs portés par l'Australie à l'avenir de la législation en cause.

Le Conseil général a pris note des déclarations et est convenu de revenir à cette question à sa prochaine réunion.

5. Réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends

a) Rapport au Conseil général

Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 6 octobre, le Conseil général avait entendu une déclaration du Président de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'époque au sujet du réexamen prescrit du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il avait eu une discussion approfondie sur la manière de procéder et les mesures à prendre au regard de ce réexamen. Il était ensuite convenu de revenir à cette question pendant la réunion en cours.

M. Bryn (Norvège), Président de l'ORD, a rappelé que, conformément à la Décision ministérielle relative à l'application et au réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, la Conférence ministérielle avait été invitée à procéder au réexamen complet des règles et procédures régissant le règlement des différends dans le cadre de l'OMC dans les quatre ans suivant l'entrée en vigueur de l'Accord instituant l'OMC. Il a rappelé en particulier qu'aux termes du dernier paragraphe de la Décision, la Conférence ministérielle prendra "une décision, à l'occasion de la première réunion qu'elle tiendra après l'achèvement de ce réexamen, sur le point de savoir si ces règles et procédures de règlement des différends doivent être maintenues, modifiées ou abrogées". L'ORD n'ayant pu convenir d'un rapport sur la question du réexamen du Mémoire, pour cette raison, l'avait autorisé à faire une déclaration en sa qualité de Président, sous sa propre responsabilité. Le Président avait le sentiment que cette déclaration reflétait, par son contenu, la tendance générale des débats qui s'étaient déroulés sur cette question à l'ORD les 27 octobre et 3 novembre 1999. Il convenait toutefois de l'interpréter à la lumière des positions nationales spécifiques exprimées dans les diverses déclarations présentées par les Membres aux réunions de l'ORD. Cette déclaration était la suivante:

"1. Je tiens à signaler le rapport⁵ présenté oralement au Conseil général le 6 octobre 1999 par M. Akao, alors Président de l'ORD. Ce rapport fournit un aperçu des débats qui ont eu lieu et des mesures qui ont été prises en application de la Décision ministérielle (de Marrakech) et de la Décision du Conseil général adoptée au cours de sa réunion des 9-11 et 18 décembre 1998, aux fins de poursuivre et mener à son terme le processus de réexamen d'ici à la fin de juillet 1999.

Compte tenu des débats qui se sont déroulés à l'ORD lors de sa réunion des 27 octobre et 3 novembre 1999, je relèverais les points suivants:

2. Le délai fixé au 31 juillet 1999 pour l'achèvement du processus de réexamen est arrivé à expiration. Des consultations informelles entre quelques délégations intéressées se sont poursuivies après cette date.

3. D'après ma première impression, chacun s'accorde à penser que les règles et procédures régissant le règlement des différends à l'OMC constituent un instrument efficace et nécessaire au respect des règles du système commercial multilatéral, qui pourrait encore être amélioré.

4. En conséquence, je proposerais au Conseil général:

a) de prendre note de l'ensemble des discussions qui ont eu lieu au cours du réexamen; et

b) de noter que, compte tenu des consultations informelles susmentionnées entre certaines délégations intéressées, il est encore possible que des propositions visant à modifier le Mémoire d'accord, susceptibles de faire l'objet d'un consensus, soient présentées en temps voulu pour qu'une décision soit prise à la troisième Conférence ministérielle."

De nombreux représentants ont remercié le Président de l'ORD pour sa déclaration et M. Suzuki (Japon) pour le texte qu'il avait établi.

La représentante de l'Égypte a réaffirmé la position de sa délégation comme suit: le mandat pour le réexamen avait expiré le 31 juillet 1999 sans qu'apparaisse un consensus visant à le proroger; les consultations informelles en cours n'étaient pas fondées juridiquement; une année et demie de consultations n'avait pas permis de dégager un consensus sur un texte de modification; et les trois semaines qui restaient avant la troisième Conférence ministérielle ne suffiraient pas pour établir un texte qui soit équilibré, prenne en compte les intérêts des Membres et soit étudié attentivement par les capitales.

Le représentant de la Malaisie a dit que sa délégation était en mesure de s'associer à la déclaration établie par le Président sous sa propre responsabilité, mais il aurait préféré qu'elle fasse mieux ressortir le fait que le mandat officiellement prévu pour le réexamen avait pris fin. Nul n'avait contesté ce point, énoncé expressément dans la déclaration du précédent Président de l'ORD au Conseil général du 6 octobre 1999. La Malaisie tenait à souligner les points suivants i) le mandat officiel prévu pour le réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends avait pris fin; ii) il n'y avait pas de consensus visant à modifier le texte en vigueur; iii) les consultations qui se déroulaient sous la présidence de M. Suzuki entre certaines délégations intéressées étaient totalement

⁵ Voir WT/GC/M/48, page 25.

informelles, n'avaient pas été prescrites officiellement et ne devaient être officialisées ni par l'ORD ni par le Conseil général; iv) toute proposition éventuelle visant à modifier le Mémoire d'accord à la troisième Conférence ministérielle devrait faire l'objet d'un consensus, ainsi que l'avait affirmé le Président de l'ORD; v) la Malaisie n'avait cessé de réaffirmer au sein de l'ORD et du Conseil général qu'elle ne saurait accepter que soient incluses d'éventuelles propositions relatives à la transparence; et vi) en l'absence d'accord pour le modifier, l'actuel Mémoire demeure en vigueur.

Le représentant de Hong Kong, Chine a rappelé que le Conseil général avait donné pour mission à l'ORD en décembre 1998 de poursuivre et mener à bien le processus de réexamen, ainsi que d'élaborer le rapport pour la fin juillet 1999. Le mandat avait expiré à cette date sans que le Conseil général ait pris de nouvelle décision aux fins de le proroger. À aucun moment, le processus de réexamen n'avait permis de dégager un consensus sur des propositions de modification du Mémoire, et il n'y avait pas non plus de consensus pour mettre fin audit Mémoire. Des consultations informelles entre les délégations intéressées s'étaient poursuivies après le 31 juillet, auxquelles la délégation de l'intervenant avait participé activement et de manière constructive. À ce jour cependant, elles n'avaient pas permis d'établir un texte consensuel en vue d'apporter d'éventuelles modifications à l'actuel Mémoire. Entre autres choses, la plupart des délégations restaient fortement opposées aux prétendues "propositions en matière de transparence". Les règles et procédures régissant le règlement des différends à l'OMC constituaient le pivot de la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral. Certes, le Mémoire d'accord sur le règlement des différends avait fonctionné de façon efficace, mais on s'accordait à penser qu'il convenait de clarifier de toute urgence les ambiguïtés contenues dans les dispositions du texte actuel relatives à l'application des décisions et recommandations de l'ORD. En conséquence, Hong Kong, Chine proposait que le Conseil général i) prenne note du fait que le mandat de l'ORD en matière de réexamen avait pris fin au 31 juillet 1999 et qu'il n'avait pas été possible de réaliser un consensus pour modifier l'actuel Mémoire d'accord ou pour y mettre fin; et ii) note que, compte tenu des consultations informelles entre les délégations intéressées, il était peut-être possible d'arriver à un consensus sur les propositions portant sur les questions de mise en oeuvre, de participation des tierces parties, et de modifications techniques – mais non sur d'autres questions de fond – en temps voulu pour qu'une décision soit prise à la troisième Conférence ministérielle. En attendant la réalisation d'un tel consensus, le Mémoire d'accord actuel devait rester en vigueur.

Le représentant du Mexique a dit que sa délégation avait noté que le Président de l'ORD avait établi son rapport sous sa propre responsabilité et que ce rapport devait être interprété à la lumière des déclarations présentées par les délégations aux réunions tenues par l'ORD les 27 octobre et 3 novembre 1999. Les consultations informelles, postérieures à l'échéance fixée pour le réexamen du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, s'étaient tenues entre certaines délégations intéressées, ce qui montrait bien qu'elles ne procédaient pas d'un quelconque mandat confié par l'ORD ou tout autre organe de l'OMC. Comme l'avait dit Hong Kong, Chine, le mécanisme de règlement des différends était le pivot de la sécurité et de la prévisibilité des Accords de l'OMC. Les Membres avaient à tout moment la faculté de proposer des amendements à ces accords au titre de l'article X de l'Accord sur l'OMC ou dans le cadre du processus de préparation de la troisième Conférence ministérielle. À défaut de consensus visant à modifier l'actuel Mémoire d'accord, ce dernier restait en vigueur. Aucun Membre n'avait souhaité qu'il y soit mis un terme, et le corollaire de l'absence de consensus au sujet de la triple option prévue dans la Décision sur le réexamen du Mémoire d'accord était que le texte actuel restait d'application.

Le représentant des États-Unis a dit que la dernière réunion de l'ORD avait fait apparaître des questions en suspens dont il convenait de débattre. La Décision ministérielle de 1994 réclamait une décision sur le point de savoir si les règles et procédures prévues par le Mémoire d'accord "[devaient] être maintenues, modifiées ou abrogées". Chacune de ces options exigeait donc une décision consensuelle. On ne pouvait partir du principe que le maintien du Mémoire d'accord était automatique. Il exigeait plutôt une décision consensuelle des Membres, lesquels ne pouvaient ni

ne devaient présumer que les États-Unis consentiraient à maintenir en l'état les règles actuelles ou à les modifier d'une manière inacceptable pour quelques-uns. Certains aspects des règles de l'actuel Mémorandum d'accord ne fonctionnaient manifestement pas. Si les Membres conjuguait leurs efforts pour modifier le Mémorandum, ils parviendraient à trouver une solution acceptable pour tous et qui soit susceptible d'être adoptée à la troisième Conférence ministérielle. Cependant, il était trop tôt pour écarter aucune des options prévues dans la Décision de 1994. La délégation de l'intervenant était disposée à poursuivre le débat en vue d'élaborer un consensus. Les Membres devaient se fixer cet objectif et y consacrer leurs efforts, plutôt qu'échafauder des scénarios pour l'éventualité où il n'y aurait pas consensus.

Le représentant du Guatemala a réaffirmé la position exposée par sa délégation à la réunion d'octobre de l'ORD. Le processus de réexamen du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends s'était achevé sans qu'on ait pu dégager un consensus sur les propositions présentées et il serait difficile d'y parvenir avant la troisième Conférence ministérielle. Les délégations ne pouvaient continuer à débattre de cette question au cours de réunions informelles dans le temps qui restait imparti avant la Conférence. Le Conseil général devait réaffirmer le fait que l'actuel Mémorandum d'accord demeurait en vigueur.

Le représentant de la Thaïlande a dit que sa délégation pensait, avec le Président de l'ORD, qu'une proposition consensuelle visant à modifier le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends pouvait encore être présentée à temps pour qu'une décision soit prise à la troisième Conférence ministérielle. Le Mémorandum d'accord s'était révélé un instrument utile et efficace qui avait contribué à accroître la crédibilité de l'OMC, en particulier auprès des pays en développement. Le nombre croissant des différends portés par ces pays devant l'OMC depuis sa création en attestait clairement. Pour autant, la Thaïlande était convaincue que le Mémorandum d'accord pouvait encore être amélioré en vue de mieux répondre aux buts du système commercial multilatéral. Il importait donc que les Membres se mettent d'accord au plus tôt sur la façon d'y parvenir et qu'ils présentent une proposition à la troisième Conférence ministérielle en vue d'une décision. À défaut d'un consensus visant à le modifier, le Conseil général devait recommander aux ministres de maintenir le texte actuel.

Le représentant de la Turquie a dit que sa délégation appuyait la déclaration du Président de l'ORD concernant la révision du Mémorandum d'accord. Cette question avait fait l'objet de débats longs et approfondis qui n'avaient malheureusement pas permis d'aboutir à un consensus sur quelque point que ce soit. Le souci de l'intégrité et de la crédibilité du mécanisme de règlement des différends commandait que les Membres parviennent à un accord sur les dispositions contenues dans les articles 21 et 22, qui présentaient entre elles des incompatibilités. Particulièrement attachée à la nécessité de modifier ces articles, la Turquie avait déclaré qu'elle se joindrait à un consensus sur une série de modifications si ce point majeur était réglé, et il était capital qu'il le soit avant la troisième Conférence ministérielle. On pouvait résoudre le problème juridique de l'expiration du délai prévu pour la révision du Mémorandum d'accord en présentant au Conseil général une proposition qui aille dans le sens souhaité par les Membres.

Le représentant du Venezuela a dit que sa délégation se rangeait aux côtés de toutes celles pour qui les efforts devaient être poursuivis, ainsi que l'avait déclaré le Président de l'ORD dans son rapport. Les ministres devaient avoir pour mission de maintenir le Mémorandum d'accord si aucun consensus n'était dégagé sur des modifications d'ici à la troisième Conférence ministérielle, et de faire proroger le délai prévu pour son réexamen jusqu'au 31 juillet 2000.

Le représentant de la Suisse a dit que sa délégation approuvait sans réserve la déclaration du Président de l'ORD. Elle soutenait que le texte sur la révision du Mémorandum d'accord présenté par M. Suzuki en sa qualité de Président du groupe informel des Membres intéressés constituait, avec les résultats de ces consultations, un ensemble équilibré. Il réglait de manière satisfaisante un certain nombre de questions auxquelles la Suisse accordait beaucoup d'importance, comme l'articulation des

articles 21:5 et 22, et le renforcement de la surveillance de la mise en œuvre des constatations et recommandations. S'il n'avait pas encore réuni un consensus, le projet de texte constituait bel et bien la base d'un accord possible à la troisième Conférence ministérielle et il était le fruit d'un processus engagé depuis quelques mois. Il importait que les Membres n'introduisent pas d'éléments nouveaux à ce texte dont la Suisse était convaincue qu'il améliorerait l'actuel Mémoire d'accord et renforçait le caractère multilatéral de l'OMC. C'est sur sa base qu'à Seattle, les ministres devraient prendre une décision en vue de modifier le Mémoire d'accord. À défaut d'accord sur ce point, l'actuel Mémoire d'accord devrait continuer de s'appliquer.

Le représentant des Communautés européennes a dit que les Communautés étaient en mesure de soutenir la déclaration du Président de l'ORD et toutes disposées à poursuivre le travail de réexamen du Mémoire d'accord.

Le représentant de la Hongrie a dit que sa délégation avait accueilli avec satisfaction la déclaration du Président de l'ORD et, comme lui, estimait encore possible que des propositions visant à modifier le Mémoire d'accord servent de base à un consensus permettant d'adopter une décision à la troisième Conférence ministérielle. Les contradictions et les ambiguïtés relevées dans les dispositions régissant la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD constituaient la plus grave lacune du texte actuel. Il était essentiel de les éliminer si l'on voulait maintenir en le renforçant le caractère multilatéral du mécanisme de règlement des différends et cela justifiait que chacun s'y emploie. La Hongrie espérait qu'en dépit du peu de temps qui restait avant la troisième Conférence ministérielle et de la charge de travail imposée par sa préparation, il serait à tout le moins possible de régler cette question. En l'absence de consensus au sujet des modifications à apporter au Mémoire d'accord, le texte actuel devait être maintenu, car le mécanisme de règlement des différends, clé de voûte du système commercial multilatéral, ne pouvait continuer à faire l'objet d'un examen pendant le nouveau cycle de négociations.

Le représentant du Canada a dit que sa délégation était en mesure d'appuyer la déclaration du Président de l'ORD. Le Canada comptait parmi les Membres qui pensaient encore possible de réaliser un consensus sur des propositions visant à modifier le Mémoire d'accord à la troisième Conférence ministérielle, et il entendait s'y employer.

Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que, si on ne pouvait aboutir à un consensus à la troisième Conférence ministérielle concernant le maintien, la modification ou l'abrogation du Mémoire d'accord, le texte actuel devrait rester en vigueur pour les raisons suivantes: l'article II:2 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (Accord sur l'OMC) posait que "[l]es accords et instruments juridiques connexes repris dans les Annexes 1, 2 et 3 ... font partie intégrante du présent accord et sont contraignants pour tous les Membres". Or, le Mémoire d'accord sur le règlement des différends figurait à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'OMC. En vertu de l'article II:2 susmentionné, il faisait donc partie intégrante de cet accord. En vertu de l'article XIV:1 de l'Accord sur l'OMC et du paragraphe 3 de l'Acte final reprenant les résultats des négociations commerciales du Cycle d'Uruguay, l'Accord sur l'OMC et les Accords commerciaux multilatéraux y annexés étaient entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1995. Le Mémoire d'accord sur le règlement des différends, en tant que partie intégrante de l'Accord sur l'OMC, était donc entré en vigueur à cette même date. À la troisième session de la Conférence ministérielle, les ministres se prononceraient collectivement sur le point de savoir si ce Mémoire devait être maintenu, modifié ou abrogé. Une telle décision devrait être adoptée conformément à la Règle 28 du Règlement intérieur des sessions de la Conférence ministérielle, lequel renvoyait à l'article IX:1 de l'Accord sur l'OMC. Après observation du processus de prise de décisions prescrit, s'il était décidé de modifier le Mémoire, les prescriptions de procédure énoncées à l'article X:8 de l'Accord sur l'OMC devraient être suivies. S'il était décidé d'y mettre un terme, les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC, notamment les articles II:2, III:3, IV:3, la note de bas de page 3 de l'article IX:1, l'article X:8 et l'Annexe 2 jointe à l'Accord sur l'OMC devraient être modifiés aussi. Ces modifications ou

suppressions par rapport à l'Accord sur l'OMC suivraient également les prescriptions de procédures énoncées à l'article X dudit accord. S'il était décidé de maintenir le Mémoire d'accord, il ne serait pas nécessaire de suivre d'autres mesures procédurales, en vertu des articles II:2 et XIV:1 de l'Accord sur l'OMC. Cela étant, si aucune de ces options ne réunissait de consensus, l'article 54 de la Convention de Vienne sur le droit des traités serait d'application. Cet article posait en effet qu'il pouvait être mis fin à un traité conformément aux dispositions dudit traité ou à tout moment, par consentement de toutes les parties, après consultations avec les États contractants. Si aucune de ces conditions n'était remplie, il ne serait pas mis fin au Mémoire d'accord sur le règlement des différends, et le texte demeurerait donc en l'état. En l'absence de décision prise en application de l'article IX:1 de l'Accord sur l'OMC et en attendant l'adoption de procédures de révision, l'actuel Mémoire d'accord resterait en vigueur en vertu des articles II:2 et XIV:1 de l'Accord sur l'OMC.

Le représentant de la République tchèque a dit que la déclaration du Président de l'ORD était équilibrée et ne préjugait pas la position d'aucune délégation. Comme d'autres, sa délégation croyait encore possible de parvenir à un accord sur un certain nombre de points figurant dans le texte de M. Suzuki. L'intervenant a invité les délégations qui nourrissaient des doutes sur ce texte ou formulaient des objections à son encontre à se joindre aux consultations sur cette question. Celles-ci constituaient un cadre informel ouvert à tous les Membres, qui permettait à chacun de participer et d'exposer ses vues. Il était de l'intérêt de tous, d'ici à la troisième Conférence ministérielle, de parvenir à s'entendre non seulement sur le maintien de l'application du Mémoire d'accord, mais aussi sur des mesures visant à améliorer son fonctionnement.

Le représentant de la Colombie a dit que sa délégation attachait un grand prix à l'examen du Mémoire d'accord et avait participé activement aux réunions informelles organisées par M. Suzuki. Le texte proposé représentait une étape importante vers un éventuel accord concernant les modifications à apporter au Mémoire d'accord. Cela étant, ces modifications devaient combler les actuelles lacunes du Mémoire tout en répondant aux intérêts de tous les Membres. Or, si ce texte constituait un point de départ, la Colombie ne pouvait pas l'accepter avant que des améliorations n'aient été apportées à l'article 21:5, au paragraphe 8 sur la réduction ramenant de 60 à 30 jours la durée des consultations, et au paragraphe 18 sur la transparence. En l'absence de consensus sur les modifications, le Mémoire d'accord devait être maintenu en sa forme actuelle.

Le représentant du Japon a dit que le mécanisme de règlement des différends était une clé de voûte du système commercial multilatéral dont il contribuait de façon remarquable à garantir la sécurité et la prévisibilité. Le Japon mesurait la nécessité de garantir le fonctionnement loyal et efficace du mécanisme de règlement des différends. À ce titre, il était important pour l'OMC que les ministres conviennent de modifier le Mémoire d'accord sur le règlement des différends à la troisième Conférence ministérielle. Le Japon croyait encore possible de s'entendre sur des modifications. Il s'associait donc aux efforts de M. Suzuki et continuerait de faire tout son possible pour améliorer le système actuel de règlement des différends.

Le représentant des Philippines a pris acte du fait que l'ORD n'ayant pu convenir d'un rapport, ainsi que l'avait déclaré son Président lui-même, le présent rapport avait été établi par le Président sous sa propre responsabilité. De ce fait, nul ne pouvait en réfuter le contenu. L'intervenant réaffirmait comme suit la position exposée par sa délégation aux réunions de l'ORD: le délai prévu pour la révision du Mémoire d'accord était arrivé à expiration le 31 juillet 1999 et ne pouvait être prorogé en l'absence d'un consensus pour cela; rien n'interdisait aux Membres de convenir, à tout moment, par consensus, de modifier le Mémoire d'accord; les ministres restaient tenus de formuler une recommandation concernant le point de savoir si le Mémoire d'accord devait être maintenu, modifié ou abrogé. Pour autant, le fait que l'ORD, le Conseil général ou les ministres ne prennent pas une telle décision n'aurait pas de répercussion négative sur le Mémoire lui-même, dans la mesure où celui-ci serait maintenu tel quel. En effet: i) une Déclaration ministérielle imposant une obligation aux ministres ne constituait pas une modification de l'Accord sur l'OMC

lui-même; et ii) le défaut d'observation par les ministres d'une obligation qu'ils s'étaient imposée eux-mêmes n'avait pas pour effet de mettre un terme au Mémorandum d'accord, lequel ne pouvait prendre fin qu'en application des dispositions de l'Accord sur l'OMC. Cette situation découlait du fait que, en cas de conflit entre la Déclaration ministérielle et l'Accord sur l'OMC, ce dernier l'emportait.

Le représentant du Brésil a dit que le texte issu des consultations informelles était un bon texte et son pays était tout disposé à essayer de l'affiner avant la troisième Conférence ministérielle. Cela étant, la délégation de l'intervenant ne pouvait pas se prononcer en faveur d'un texte avant de l'avoir examiné soigneusement. En outre, si le Président de l'ORD estimait possible de dégager un consensus sur un texte donné, il n'avait pas besoin d'un consensus au sein de l'ORD pour le présenter.

Le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation estimait encore possible, comme le Président de l'ORD, d'arriver à un consensus visant à modifier le Mémorandum d'accord avant la troisième Conférence ministérielle, et qu'elle était disposée à poursuivre ses efforts en vue d'améliorer le texte discuté lors des consultations informelles, étant entendu qu'aucun élément ni proposition nouveau n'y serait introduit. Vu le peu de temps qui restait en effet, l'introduction d'une proposition nouvelle ou la réintroduction d'une proposition qui n'aurait pas réuni un certain degré de consensus entre les participants n'irait pas dans le sens d'une issue favorable. Au cas où il ne serait pas possible d'obtenir un consensus pour modifier le Mémorandum d'accord, ce dernier resterait en vigueur en sa forme actuelle.

Le représentant de l'Inde a dit que le texte de M. Suzuki constituait une bonne base pour la suite du travail. L'Inde pouvait lui apporter son soutien à condition qu'il n'ait pas de lien, direct ou indirect, avec des questions périphériques, que l'environnement demeure inchangé, et qu'il ne donne pas lieu à des négociations de fond. L'Inde voulait réfléchir aux analyses présentées par diverses délégations sur la situation en droit. Cela étant, sur le plan des faits, il n'y avait pour l'instant de consensus ni pour maintenir le Mémorandum d'accord ni pour le modifier, et c'était là une situation grave. Aucun Membre n'avait intérêt à ce que le Mémorandum fasse l'objet d'un examen constant et l'Inde espérait que cette question serait réglée aussi rapidement que possible.

Le représentant du Pérou a dit que le texte de M. Suzuki était équilibré et constituait une bonne base de consensus. Sa délégation espérait que le peu de temps qui restait permettrait d'arriver à un accord sur ce point. Le Pérou était en mesure d'apporter son soutien à ce texte à condition qu'aucun changement substantiel n'y soit apporté.

Le représentant de Singapour est convenu que le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends était la pierre angulaire de l'OMC. C'est pourquoi sa délégation avait continué de participer aux consultations informelles qui s'étaient tenues depuis le 31 juillet 1999. Singapour poursuivrait ses efforts dans l'espoir qu'un consensus puisse être dégagé à la troisième Conférence ministérielle. Au cas où cela s'avérerait impossible, cependant, l'actuel Mémorandum d'accord devrait être maintenu.

Le Président a proposé que le Conseil général prenne note de la déclaration du Président de l'ORD ainsi que des propositions qu'elle contenait, les soumette aux ministres en vue de leur examen à la troisième Conférence ministérielle, et prenne note des déclarations des délégations, qui seraient également transmises aux ministres.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

Le représentant des Philippines a demandé si le Conseil général recommandait le rapport du Président de l'ORD aux ministres en vue d'une décision, ou s'il le leur transmettait simplement.

Le Président a dit que le rapport était simplement transmis aux ministres.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

6. Participation d'observateurs à la Conférence ministérielle de 1999

a) Gouvernements (WT/L/321, WT/L/324, WT/L/331 et WT/L/332)

Le Président a rappelé qu'aux termes du premier paragraphe de l'annexe 2 du Règlement intérieur des réunions des organes de l'OMC, les gouvernements qui désiraient avoir le statut d'observateur à la Conférence ministérielle adresseraient une communication à cet organe en indiquant les raisons pour lesquelles ils désiraient ce statut, et ces demandes seraient examinées cas par cas. Il a fait état des demandes communiquées par les Bahamas (WT/L/321), la Jamahiriya arabe libyenne (WT/L/324), l'Érythrée (WT/L/331) et les Comores (WT/L/332), aux fins d'obtenir le statut d'observateur à la troisième Conférence ministérielle, et a proposé que, sauf objection d'un Membre reçue par le Secrétariat au 8 novembre⁶, ce statut leur soit accordé.

La représentante de l'Égypte a dit que sa délégation appuyait sans réserve les demandes présentées par ces quatre gouvernements.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a accepté la proposition du Président.

b) Organisations internationales intergouvernementales

Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 15 juin 1999, le Conseil général était convenu que des consultations seraient tenues au sujet des demandes d'octroi du statut d'observateur à la Conférence ministérielle de 1999 présentées par des organisations internationales intergouvernementales qui n'étaient pas observateurs auprès de l'OMC. Depuis la réunion du 6 octobre du Conseil général, le Secrétariat avait reçu des demandes adressées à cet effet par la Conférence des Ministres de l'agriculture des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (MA/AOC), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), et l'Université des Nations Unies (UNU). L'UEMOA avait le statut d'observateur sur une base *ad hoc* au Conseil du commerce des services et avait présenté des demandes en vue d'obtenir ce statut au Conseil général, au Comité des accords commerciaux régionaux et au Comité de l'accès aux marchés. L'OACI avait le statut d'observateur sur une base *ad hoc* au Conseil du commerce des services. Une demande d'octroi du statut d'observateur au Conseil des ADPIC adressée par la MA/AOC était en instance. Les Membres qui souhaitaient consulter les communications adressées au Secrétariat par ces organisations étaient invités à prendre contact avec la Division des relations extérieures. Le Président a proposé que, sauf objection d'un Membre reçue par le Secrétariat au 8 novembre, le statut d'observateur à la troisième Conférence ministérielle soit octroyé à ces organisations.

La représentante de l'Égypte a dit que sa délégation s'inquiétait de l'appréciation portée dans le compte rendu d'octobre 1999 du Conseil général au sujet des demandes d'octroi du statut d'observateur à la Conférence ministérielle de 1999 présentées par les organisations internationales. Si elle avait bonne mémoire, le Conseil général avait approuvé la déclaration du Président relative aux demandes d'octroi du statut d'observateur à la Conférence ministérielle de 1999 présentées par les organisations intergouvernementales sur la base d'une approbation tacite, et avait décidé que, sauf objection d'un Membre reçue par le Secrétariat au 21 octobre 1999, les demandes des quatre organisations intéressées seraient satisfaites. L'Égypte voulait savoir ce qui s'était passé depuis lors,

⁶ À la suite de la réunion, l'échéance fixée pour opposer une objection à la demande de la Jamahiriya arabe libyenne a été reportée au 19 novembre 1999.

puisque, à cette réunion, la demande présentée par la Ligue des États arabes n'avait rencontré aucune objection. À cet égard, la note de bas de page 4 figurant à la page 32 du compte rendu de la réunion (WT/GC/M/48) était trompeuse et inexacte, étant donné qu'aucune objection n'avait été formulée à ce moment-là, et il y avait lieu de rectifier le compte rendu. Si une objection avait été formulée, l'Égypte souhaitait que le Président lui fournisse des renseignements indiquant la réserve qui avait été faite, sa provenance et ce qu'il en était actuellement de la demande de la Ligue des États arabes. La délégation de l'intervenante a demandé qu'un corrigendum reflétant exactement le déroulement de la réunion et indiquant ses suites soit mis en distribution, et elle a proposé que les objections opposées à la demande soient annexées à ce corrigendum et distribuées à tous les Membres.

Le Président a rappelé qu'à sa réunion du 6 octobre, le Conseil général avait décidé, sauf objection d'un Membre reçue par le Secrétariat au 21 octobre 1999, d'accorder le statut d'observateur à la Conférence ministérielle de 1999 aux quatre organisations intergouvernementales intéressées. Cependant, à la suite de cette réunion, des objections avaient été opposées à la demande présentée par la Ligue des États arabes. C'est pourquoi le Président avait annoncé qu'un consensus n'avait pu être obtenu sur cette demande spécifique.

Le Secrétaire du Conseil général a dit que, selon la procédure établie depuis la Conférence ministérielle de Singapour, lorsqu'une demande de statut d'observateur était présentée par une organisation intergouvernementale qui n'était pas déjà observateur auprès de l'OMC, cette demande était communiquée au Conseil général. Celui-ci avait donc décidé que, sauf objection soulevée par un Membre, elle serait examinée et acceptée. S'agissant de la demande présentée par la Ligue des États arabes, le Secrétariat avait reçu deux objections écrites. Il en ressortait qu'il n'y avait pas eu consensus pour y répondre, ce dont le Président du Conseil général était à présent en train d'informer les Membres.

La représentante de l'Égypte a dit que sa délégation n'ignorait pas les procédures établies. Cependant, deux questions demeuraient. Tout d'abord, le compte rendu de la réunion d'octobre du Conseil général n'était pas exact, étant donné qu'aucune objection à la demande présentée par la Ligue des États arabes n'avait été soulevée à cette réunion. Ensuite, les principes de transparence et de loyauté n'avaient pas été respectés dans le cas de cette demande, puisque le processus avait été sélectif. Le 6 octobre, le Président avait conclu que, sauf objection d'un Membre reçue par le Secrétariat au 21 octobre, les demandes présentées par les quatre organisations intergouvernementales seraient acceptées. Or, le Conseil général n'était informé des objections soulevées qu'à la réunion en cours, soit presque dix jours après l'expiration du délai. Il aurait dû l'être avant l'échéance fixée au 21 octobre et, pour des raisons de transparence et de loyauté, la délégation de l'intervenante voulait savoir pourquoi il ne l'avait pas été.

Le Secrétaire du Conseil général a dit que le Secrétariat distribuerait un corrigendum⁷ au compte rendu. La note de bas de page 4 avait été insérée dans le compte rendu par souci de transparence, afin d'informer les Membres de ce qui s'était passé depuis la réunion d'octobre du Conseil général. Il a précisé que les deux objections en question avaient été reçues par le Secrétariat avant l'échéance fixée au 21 octobre. Dans une situation de ce genre, la pratique voulait que l'organisation intéressée soit immédiatement informée, tâche dont s'était acquitté le Secrétariat au moyen d'une communication formelle. Les Membres devaient être informés dès que l'occasion s'en présentait – c'était en l'occurrence la réunion en cours. S'ils le souhaitaient, cependant, le Secrétariat pourrait les avertir de toute objection formulée contre une demande d'octroi du statut d'observateur avant la réunion du Conseil général suivante.

⁷ Distribué ultérieurement sous la cote WT/GC/M/48/Corr.1 (en anglais seulement). Le texte corrigé de la note 4 figure dans la version française du compte rendu de la réunion d'octobre du Conseil général (document WT/GC/M/48).

Le représentant des Philippines a demandé si le Secrétariat avait également pour usage de révéler l'identité des délégations ayant fait objection à une demande. Si tel était le cas, il se demandait pourquoi ces renseignements n'avaient pas été communiqués aux Membres.

Le représentant de la Bulgarie a dit que le point pertinent de l'aérogamme convoquant la réunion en cours ne faisait pas référence aux documents de l'OMC. En conséquence, il a demandé que la liste des gouvernements et organisations intergouvernementales, observateurs à la Conférence ministérielle de 1999, soit fournie en tant que document de l'OMC. L'échéance établie au 8 novembre était trop proche. Étant donné que l'aérogamme convoquant le Conseil général était diffusé dix jours avant la date fixée pour la réunion, il suggérait que cette date limite du 8 novembre soit repoussée, afin que son gouvernement puisse être tenu informé des entités qui participeraient en qualité d'observateur à la Conférence ministérielle de 1999.

Le Directeur de la Division des relations extérieures a dit que l'échéance avait été fixée au 8 novembre pour permettre aux organisations intergouvernementales intéressées de prendre leurs dispositions, dans le temps limité qui restait imparti, afin que leurs représentants puissent assister à la Conférence ministérielle de 1999. Reculer de dix jours cette date limite compliquerait considérablement leur tâche.

Le représentant des États-Unis a dit que, par souci de transparence, il souhaitait signaler que sa délégation s'était opposée à la demande d'octroi du statut d'observateur présentée par la Ligue des États arabes. En effet, les États-Unis estimaient que cette dernière avait soutenu certaines activités politiques et économiques qui étaient incompatibles avec les objectifs de l'OMC.

Le représentant d'Israël a dit que sa délégation avait également fait objection à la demande présentée par la Ligue des États arabes et qu'elle souscrivait aux explications données sur ce point par les États-Unis. Israël ne voyait pas de rapport direct entre une organisation politique telle que la Ligue et les travaux de l'OMC liés au commerce.

Le Secrétaire du Conseil général, en réponse à la question des Philippines, a dit que dans ce genre de situations, le Secrétariat ne dévoilait pas, en principe, le nom des délégations qui avaient fait objection à une demande. C'était là une responsabilité qui incombait à chaque gouvernement.

Le Président, en réponse aux questions de la Bulgarie, a dit que les pays ayant demandé le statut d'observateur à la Conférence ministérielle de 1999 étaient les Bahamas, la Jamahiriya arabe libyenne, l'Érythrée et les Comores.

Le représentant de la Bulgarie a dit que, pour des raisons de transparence, les renseignements relatifs aux organisations intergouvernementales ayant demandé le statut d'observateur à la Conférence ministérielle de 1999 auraient dû être distribués aux Membres dix jours avant la réunion en cours.

Le Secrétaire du Conseil général a dit que quelques demandes avaient été reçues par le Secrétariat seulement 48 heures avant la réunion, ce qui faisait qu'elles n'apparaissaient pas dans l'aérogamme. En revanche, les demandes écrites présentées par certains gouvernements avaient été distribuées en tant que documents à tous les Membres.

La représentante de l'Égypte a dit que sa délégation souhaitait être informée avant l'expiration du délai des éventuelles objections reçues concernant les demandes de statut d'observateur à la Conférence ministérielle de 1999. Elle a remercié les États-Unis et Israël pour leur transparence. Pour autant, la délégation de l'intervenante ne considérait pas que la Ligue des États arabes était uniquement une organisation politique régionale. Une simple lecture de la demande présentée par

cette organisation montrait qu'elle avait toutes qualités pour demander le statut d'observateur auprès de l'OMC. Elle comprenait deux organes: le Conseil de l'unité économique arabe, et le Conseil économique et social. Elle supervisait également le Marché commun arabe.

Le représentant de la Bulgarie a demandé si le Conseil général était en train d'examiner les demandes reçues avant la réunion en cours ou celles qui seraient déposées avant la date limite du 8 novembre.

Le Directeur de la Division des relations extérieures a dit que le Conseil général examinait uniquement les demandes émanant des organisations énumérées en introduction par le Président, et qu'elles étaient seules visées par l'échéance du 8 novembre. Aucune autre demande ne faisait l'objet d'un examen à la réunion en cours.

Le représentant de la Tunisie a dit que sa délégation s'associait à la déclaration de l'Égypte. La Ligue des États arabes avait une vocation politique, et elle menait par ailleurs d'importantes activités économiques. Il était surréaliste que le Conseil général accepte d'accorder le statut d'observateur à l'ONUSIDA – qui n'avait aucune activité liée au commerce –, alors qu'il écartait une organisation comme la Ligue des États arabes, laquelle comptait parmi ses adhérents des Membres de l'OMC. Les questions soulevées par les États-Unis concernaient la sécurité et relevaient, de ce fait, des articles XX et XXI du GATT de 1994 traitant respectivement des exceptions générales et des exceptions concernant la sécurité.

Le Président a dit que les demandes des organisations intergouvernementales visant à obtenir le statut d'observateur dont était saisi le Conseil général n'étaient pas automatiquement accordées, mais qu'elles étaient soumises à approbation au 8 novembre. En conséquence, des objections pouvaient être opposées aux demandes présentées par l'ONUSIDA ou l'Université des Nations Unies. Ceci était sans préjudice de la déclaration faite par la Tunisie.

Le représentant d'Israël a dit qu'une organisation qui appelait à des boycottages primaires, secondaires et tertiaires ne respectait pas la règle fondamentale de non-discrimination de l'OMC. C'était l'une des raisons pour lesquelles Israël s'était opposé à la demande présentée par la Ligue des États arabes.

Le Conseil général a pris note des déclarations et a approuvé la proposition du Président.

7. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC

a) Système harmonisé – Demandes de prorogation de dérogations

i) *Bangladesh (G/L/324, G/C/W/162)*

ii) *Nicaragua (G/L/320, G/C/W/160)*

iii) *Sri Lanka (G/L/321, G/C/W/161)*

Le Président a fait état des demandes présentées par le Bangladesh (G/L/324), le Nicaragua (G/L/320) et Sri Lanka (G/L/321) en vue de faire proroger jusqu'au 30 avril 2000 les dérogations déjà accordées concernant la mise en œuvre du Système harmonisé par ces pays, ainsi que sur les projets de décisions connexes (Bangladesh - G/C/W/162, Nicaragua - G/C/W/160, et Sri Lanka - G/C/W/161).

M. Farrell (Nouvelle-Zélande), Président du Conseil du commerce des marchandises, a rendu compte de l'examen de ces demandes par ledit conseil.

Le Président a proposé que, conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC convenues en novembre 1995 (WT/L/93), le Conseil général adopte les projets de décisions contenus dans les documents G/C/W/160, G/C/W/161, G/C/W/162.

Le Conseil général en est ainsi convenu.⁸

b) Zambie – Renégociation de la Liste LXXVIII

i) *Demande de prorogation de la dérogation (G/L/329, G/C/W/163)*

Le Président a appelé l'attention du Conseil général sur la demande présentée par la Zambie (G/L/329) en vue de faire proroger jusqu'au 30 avril 2000 la dérogation déjà accordée concernant la renégociation de sa Liste, ainsi que sur le projet de décision connexe (G/C/W/163).

M. Farrell (Nouvelle-Zélande), Président du Conseil du commerce des marchandises, a rendu compte de l'examen de cette demande par ledit conseil.

Le Président a proposé que, conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées en novembre 1995 (WT/L/93), le Conseil général adopte le projet de décision (G/C/W/163).

Le Conseil général en est ainsi convenu.⁹

c) Décision sur l'introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes de concessions tarifaires de l'OMC le 1^{er} janvier 1996

i) *Prorogation de délai (G/C/W/165)*

Le Président a fait état du projet de décision contenu dans le document G/C/W/165 visant à suspendre l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1994 jusqu'au 30 avril 2000.

M. Farrell (Nouvelle-Zélande), Président du Conseil du commerce des marchandises, a rendu compte de l'examen du projet de décision par ledit conseil.

Le Président a proposé que, conformément aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC convenues en novembre 1995 (WT/L/93), le Conseil général adopte le projet de décision contenu dans le document G/C/W/165.

Le Conseil général en est ainsi convenu.¹⁰

d) Examen de dérogations conformément à l'article IX:4 de l'Accord sur l'OMC

i) *Canada – Programme CARIBCAN, dérogation accordée le 14 octobre 1996 jusqu'au 31 décembre 2006 (WT/L/185, WT/L/323)*

⁸ Les décisions ont été ensuite distribuées sous les cotes WT/L/334, WT/L/35, WT/L/336.

⁹ La décision a été ensuite distribuée sous la cote WT/L/337.

¹⁰ La décision a été ensuite distribuée sous la cote WT/L/338.

- ii) *Cuba – Article XV:6, dérogation accordée le 14 octobre 1996 jusqu'au 31 décembre 2001 (WT/L/182, WT/L/320)*
- iii) *CE – Quatrième Convention ACP-CE de Lomé, dérogation accordée le 14 octobre 1996 jusqu'au 29 février 2000 (WT/L/186, WT/L/325 et Add.1, Add.1/Corr.1)*
- iv) *CE/France – Arrangements commerciaux franco-marocains, dérogation accordée les 9-11 et 18 décembre 1998 jusqu'au 31 décembre 1999 (WT/L/294)*
- v) *Hongrie – Subventions à l'exportation de produits agricoles, dérogation accordée le 22 octobre 1997 jusqu'au 31 décembre 2001 (WT/L/238, WT/L/322)*
- vi) *États-Unis – Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins, dérogation accordée le 14 octobre 1996 jusqu'au 4 décembre 2001 (WT/L/184, WT/L/328)*
- vii) *États-Unis – Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes, dérogation accordée le 15 novembre 1995 jusqu'au 31 décembre 2005 (WT/L/104, WT/L/329)*
- viii) *États-Unis – Ancien territoire sous tutelle des îles du Pacifique, dérogation accordée le 14 octobre 1996 jusqu'au 31 décembre 2006 (WT/L/183, WT/L/327)*

Le Président a rappelé qu'au titre du paragraphe 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, toute dérogation accordée pour une période de plus d'une année serait réexaminée par la Conférence ministérielle une année au plus après qu'elle aurait été accordée, puis chaque année jusqu'à ce qu'elle ait pris fin. Ce paragraphe posait par ailleurs qu'à chaque réexamen, la Conférence ministérielle déterminerait si les circonstances exceptionnelles qui avaient justifié la dérogation existaient encore et si les modalités et conditions attachées à la dérogation avaient été respectées. Les huit dérogations susmentionnées étaient soumises au Conseil général pour examen.

Le représentant des Communautés européennes a dit, s'agissant du point iv), que cette dérogation avait bénéficié initialement d'une durée de validité illimitée. À la réunion du Conseil général de décembre 1998, les Communautés avaient demandé que la dérogation soit prorogée d'une année jusqu'au 31 décembre 1999, dans l'espoir que, durant cette période, l'entrée en vigueur de l'Accord euroméditerranéen conclu entre les Communautés européennes et le Maroc la rendrait inutile. Étant donné que cet accord visait des questions relevant de la compétence exclusive de la Communauté ainsi que de la compétence partagée des Communautés européennes et des États membres, il devait être ratifié par ces derniers. Le processus de ratification était achevé mais, pour que l'Accord entre en vigueur, il restait à accomplir un élément de procédure juridique communautaire, en l'occurrence une décision du Conseil relative à sa conclusion, après quoi il entrerait en vigueur au premier jour du deuxième mois suivant sa conclusion. La Communauté avait espéré que les différentes étapes de ces formalités seraient terminées à l'heure actuelle et qu'il n'y aurait pas besoin d'un rapport sur la dérogation, c'est pourquoi il convenait de considérer la déclaration de l'intervenant comme un rapport verbal à ce sujet. La délégation de l'intervenant comptait demander que le délai soit prorogé brièvement jusqu'à l'achèvement du processus de ratification. S'agissant des points vi) et vii), elle croyait savoir que le Congrès des États-Unis examinait actuellement de nouvelles dispositions législatives concernant les dérogations visées. Les résultats de ces débats aideraient les Membres à mener à bien de façon fructueuse le réexamen de ces dérogations, et l'intervenant demandait aux États-Unis de tenir les Membres informés de l'issue des négociations.

Le représentant des États-Unis a dit qu'il n'y avait actuellement aucun aménagement de la législation de son pays concernant les dérogations dont était saisi le Conseil général aux points vi) et vii). La veille, le Sénat des États-Unis avait approuvé une législation qui renforçait les

caractéristiques du régime de préférence pour les bénéficiaires de la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes (CBERA), mais le processus législatif prévoyait l'accomplissement de certaines mesures supplémentaires avant que ces améliorations n'entrent en vigueur. La dérogation existante régissait les préférences actuellement appliquées et ne serait manifestement pas suffisante pour couvrir les modifications considérables apportées à la CBERA. Si la nouvelle législation prévoyant le renforcement de ce régime des préférences entrait en vigueur, les États-Unis devraient s'adresser à l'OMC pour obtenir une autre dérogation ou une révision de celle qui était en vigueur. On voyait mal pourquoi la Communauté n'avait pas donné signe d'intérêt pour la dérogation actuelle lorsque la question avait été examinée récemment par le Conseil du commerce des marchandises, ni pourquoi – alors qu'elle avait si farouchement défendu les intérêts économiques de cette région au cours du long débat sur le commerce de la banane – elle mettait à présent en cause l'intention des États-Unis de renforcer le régime des préférences dans la région. S'agissant de la demande qu'elle avait formulée en vue d'obtenir davantage de renseignements sur les questions liées à l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes (CBI), il était curieux que la Communauté demande des renseignements sur une législation pendante qui ne relevait même pas directement de la dérogation examinée, quand parallèlement, elle n'avait même pas présenté de rapport sur la dérogation relative aux relations commerciales franco-marocaines. L'intervenant demandait à la Communauté d'aviser les Membres de la date à laquelle serait communiqué le rapport écrit prescrit sur le fonctionnement de cette dérogation.

Le Conseil général a pris note des déclarations et des rapports figurant dans les documents WT/L/320, WT/L/322, WT/L/323, WT/L/325 + Add.1 et Add.1/Corr.1, WT/L/327, WT/L/328 et WT/L/329.

8. Facilitation des échanges – rapport sur l'état d'avancement des travaux effectués par le Conseil du commerce des marchandises conformément au paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Singapour (G/L/333)

Le Président a rappelé qu'aux termes du paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de Singapour, le Conseil du commerce des marchandises a été chargé "d'entreprendre des travaux exploratoires et analytiques, en s'inspirant des travaux des autres organisations internationales compétentes, au sujet de la simplification des procédures commerciales pour voir s'il y a lieu d'établir des règles de l'OMC dans ce domaine". Il a appelé l'attention sur un rapport présenté par le Conseil du commerce des marchandises indiquant l'état d'avancement des travaux effectués (G/L/333).

M. Farrell (Nouvelle-Zélande), Président du Conseil du commerce des marchandises, présentant le rapport, a dit que, conformément au mandat qui lui avait été confié à Singapour, ledit conseil avait entrepris un vaste programme de travaux sur la facilitation des échanges. Après une phase d'introduction largement consacrée à évaluer la portée des travaux effectués dans d'autres organisations intergouvernementales, un Symposium sur la facilitation des échanges avait été organisé en mars 1998, où des orateurs venus de divers secteurs d'affaires avaient évoqué les problèmes auxquels se heurtaient leurs entreprises en matière de facilitation des échanges. Des organisations intergouvernementales avaient décrit leurs travaux en cours dans ce domaine. Après le Symposium, le Conseil du commerce des marchandises avait organisé quatre séances sur ce thème en septembre et décembre 1998 et en avril et juin 1999, où avait été traitée une vaste panoplie de questions relatives à ces problèmes. En s'appuyant sur les contributions d'un certain nombre de ses organes subsidiaires, des Conseils des ADPIC et du commerce des services, ainsi que du Comité sur le commerce et le développement, le Conseil du commerce des marchandises avait également débattu des Accords de l'OMC régissant la facilitation des échanges ou comportant des dispositions à cet égard. Il était ensuite convenu de présenter un rapport sur l'état d'avancement des travaux effectués depuis la Conférence ministérielle de Singapour informant les ministres de l'état actuel des travaux sur cette question.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et du rapport sur l'état d'avancement des travaux contenu dans le document G/L/333.

9. Examen des activités de l'OMC

Rapports des organes ci-après:

- a) Conseil général (WT/GC/W/345 + Add.1), Organe de règlement des différends (WT/DSB/16, + Add.1 et Corr.1), Organe d'examen des politiques commerciales (WT/TPR/69), Conseils sectoriels (G/L/337, S/C/10, IP/C/19), Comités du commerce et du développement, (WT/COMTD/22), des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements (WT/BOP/R/47), du budget, des finances et de l'administration (WT/BFA/43), et des Accords commerciaux régionaux (WT/REG/8)
- b) Comité du commerce et de l'environnement (WT/CTE/4)
- c) Groupes de travail des liens entre commerce et investissement (WT/GTI/3), de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence (WT/WGTCP/3), et de la transparence des marchés publics (WT/WGTGP/3)
- d) Comités établis dans le cadre des Accords commerciaux plurilatéraux (GPA/30 et Job n° 6358)

Le Président a rappelé que le Conseil général procéderait, au titre de ce point, à un examen des activités de l'OMC, conformément à la Décision concernant les procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC (WT/L/105). Il a fait état des rapports annuels présentés par les différents Comités et Conseils visés au titre de ce point, et il a fait remarquer que le Président du Comité du commerce des aéronefs civils lui avait adressé une communication au sujet des travaux du Comité qui avait été distribuée sous la cote Job n° 6358. Il a invité les présidents de chacun des organes de l'OMC à présenter leurs rapports respectifs avant d'en revenir au rapport du Conseil général.

M. Kåre Bryn (Norvège), Président de l'Organe de règlement des différends, a dit que le rapport annuel de l'ORD fournissait des données factuelles jusqu'en 1999 sur ses activités de mise en œuvre des dispositions prévues par le Mémoire d'accord sur le règlement des différends. En 1999, l'ORD avait continué de s'acquitter des différentes tâches d'administration du système de règlement des différends conformément à l'article 2:1 du Mémoire d'accord. Celles-ci comprenaient le pouvoir d'établir des groupes spéciaux, d'adopter leurs rapports et ceux de l'Organe d'appel, d'assurer la surveillance de la mise en œuvre des décisions et recommandations et d'autoriser la suspension de concessions et autres obligations résultant des accords visés. En 1999, les pays développés aussi bien que les pays en développement avaient continué de faire fréquemment appel au mécanisme de règlement des différends pour résoudre leurs divergences en matière de commerce. À bien des égards cette année 1999 avait également obligé l'ORD à intégrer de nouveaux éléments de procédure au mécanisme de règlement des différends. Pendant la période visée par le rapport, l'ORD avait organisé 18 réunions, il avait été saisi de 33 nouvelles demandes de consultations et 19 demandes avaient donné lieu à l'établissement de groupes spéciaux chargés du règlement des différends. Les rapports de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux avaient été adoptés dans six affaires. Dans trois d'entre elles, l'Organe d'appel avait modifié les constatations établies par le groupe spécial et dans les trois autres, il les avait confirmées. En outre, dans deux affaires, les rapports des groupes spéciaux avaient été adoptés sans que les parties aient recouru aux procédures d'appel. S'agissant de la mise en œuvre, l'ORD avait entendu les rapports indiquant l'état d'avancement des travaux de mise en œuvre concernant six affaires. Dans trois d'entre elles, le processus de mise en œuvre avait été mené à bien comme prévu. Pour la première fois, l'article 21:5

du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends avait été invoqué par les Membres aux fins de faire examiner l'observation des règles et recommandations adoptées par l'ORD, et ce à trois reprises. Dans l'un des cas, l'ORD avait déjà adopté un rapport de groupe spécial en application dudit article et dans l'autre, deux procédures étaient en cours à ce titre. Pour la première fois également, l'ORD avait autorisé la suspension de concessions concernant trois demandes formulées en vertu de l'article 22:7 du Mémorandum d'accord. Les autorisations octroyées s'étaient fondées sur les sentences des arbitres statuant sur le niveau de suspension des concessions. Conformément à la Décision ministérielle sur l'application et le réexamen du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, l'ORD avait entrepris un réexamen du Mémorandum d'accord. À la suite de la prorogation de l'échéance fixée pour l'achèvement de ce réexamen, des débats approfondis s'étaient déroulés jusqu'au 31 juillet 1999. Depuis lors, à la réunion d'octobre 1999 du Conseil général, le Président de l'ORD de l'époque avait présenté un rapport verbal sur ce point, et lui-même avait fait une déclaration à ce propos à la réunion en cours.

M. Jean-Marie Noirfalisse, Président de l'Organe d'examen des politiques commerciales, a dit que le rapport de l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC) était purement factuel. Il a insisté sur le fait que les examens s'étaient déroulés en temps voulu et que les rapports préliminaires préparés par le Secrétariat avaient été généralement bien accueillis. Il a fait état du paragraphe 7 du rapport relatif à l'évaluation du fonctionnement de l'OEPC qui devait être transmis à la troisième Conférence ministérielle. Ce texte avait suscité de nombreux débats et le Président saluait l'esprit de coopération dont avaient fait preuve tous ceux qui avaient participé à l'exercice. L'OEPC permettait d'instaurer entre tous les Membres un dialogue qui contribuait à l'objectif de transparence.

M. Roger Farrell (Nouvelle-Zélande), Président du Conseil du commerce des marchandises, a dit qu'au cours de la période visée par le rapport ledit conseil s'était réuni à quatre reprises et avait examiné tout une panoplie de questions. Le Conseil avait pris note du rapport final du Groupe de travail de l'inspection avant expédition qui avait achevé ses travaux à la fin de mars 1999. Concernant la facilitation des échanges, il avait adopté le rapport d'activité figurant dans le document G/L/333. S'agissant de l'Accord sur les MIC, il avait examiné une demande présentée par les Philippines visant à faire proroger une période de transition conformément à l'article 5:3 et il était convenu de poursuivre les consultations informelles sur cette question. Il avait également commencé l'examen du fonctionnement de l'Accord sur les MIC conformément à l'article 9 dudit accord. S'agissant du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII du GATT de 1994, il avait adopté une liste indicative des relations entre gouvernements et entreprises commerciales d'État, et des types d'activités menées par ces entreprises. Il avait également entendu des rapports périodiques sur les travaux du Comité de l'accès aux marchés, ainsi que sur la poursuite du Programme de travail pour l'harmonisation défini dans l'Accord sur les règles d'origine. Enfin, il avait adopté le mandat chargeant le Comité des accords commerciaux régionaux d'examiner 20 accords régionaux.

M. Hugo Cayrús (Uruguay), en l'absence de M. Carlos Pérez del Castillo (Uruguay), Président du Conseil des ADPIC, a cité parmi les points les plus marquants des travaux du Conseil en 1999 la poursuite de l'examen des législations nationales de mise en œuvre; l'adoption des modalités pratiques d'examen des législations de mise en œuvre appliquées par les pays en développement Membres en 2000 et 2001; le suivi de l'assistance technique fournie à ces pays ou aux pays les moins avancés; la poursuite des travaux portant sur le programme incorporé dans l'Accord sur les ADPIC concernant les différends en situation de non-violation en matière d'ADPIC et les indications géographiques dans le cadre des articles 24:2 et 23:4, et portant sur l'examen des dispositions prévues à l'article 27:3 b) relatives à la protection des inventions concernant des végétaux et des animaux. S'agissant des différends en situation de non-violation, l'Accord sur les ADPIC prescrivait que le Conseil "soumettra ses recommandations à la Conférence ministérielle pour adoption" avant la fin de l'année 1999. Comme indiqué au paragraphe 26 du rapport, le Conseil était convenu de consigner dans son rapport ce qui suivait: "La plupart des Membres se sont déclarés favorables à l'idée de recommander à la Conférence ministérielle de prolonger le délai visé à l'article 64:2 de l'Accord, afin

de permettre au Conseil de continuer à examiner la portée et les modalités pour des plaintes en situation de non-violation relevant de l'Accord sur les ADPIC. Un Membre a fait savoir qu'il n'était pas en mesure de se joindre à un consensus à cet effet. Quelques Membres ont été d'avis que, en l'absence d'une décision prise par la Conférence ministérielle conformément à l'article 64:3, il n'y aurait aucune portée pour des plaintes en situation de non-violation dans le cadre de l'Accord sur les ADPIC. Quelques autres Membres n'étaient pas en mesure de partager cet avis".

Mlle Amy Yuen (Hong Kong, Chine), en l'absence de M. Stuart Harbinson (Hong Kong, Chine) Président du Conseil du commerce des services, a dit que, en annexe au rapport, lequel avait un caractère factuel, étaient joints les rapports des organes subsidiaires, en l'occurrence le Comité des engagements spécifiques, le Comité du commerce des services financiers, le Groupe de travail de la réglementation intérieure et le Groupe de travail des règles de l'AGCS. Le Conseil avait dirigé nombre d'activités d'envergure au cours de la période visée par le rapport, dont les principales étaient celles liées à la préparation du nouveau cycle de négociations, en l'occurrence l'échange de renseignements, l'évaluation du commerce des services et le débat concernant les lignes directrices pour les négociations. À ses réunions de septembre et d'octobre, le Conseil avait également engagé un débat sur le réexamen prescrit des exemptions du traitement NPF et de l'Annexe sur les services de transport aérien. Le programme de travail sur le commerce électronique représentait lui aussi un volet non négligeable de ses travaux. Les résultats des délibérations du Conseil avaient été transmis au Conseil général. Il y avait d'autres questions importantes, comme l'entrée en vigueur du cinquième Protocole relatif aux services financiers, l'accord sur les procédures de l'article 21 et l'adoption des disciplines relatives aux services comptables.

Mme Absa Claude Diallo (Sénégal), Présidente du Comité du commerce et du développement, a dit que le Comité du commerce et du développement (CCD) avait tenu cinq réunions en 1999. Les travaux du Comité s'étaient axés autour de sept thèmes principaux: examen des dispositions des Accords de l'OMC relatives au traitement spécial et différencié; préoccupations et problèmes des petites économies; dimensions développement de la facilitation des échanges et du commerce électronique; assistance technique et formation; élaboration d'une dérogation concernant les préférences tarifaires accordées aux pays les moins avancés sur les marchés d'autres pays en développement; et contribution éventuelle à la troisième Conférence ministérielle, et programme de travail futur du Comité. Un grand nombre de questions soulevées au Comité étaient aussi très présentes dans les travaux en cours pour la préparation de la troisième Conférence ministérielle. C'était certainement le cas pour les thèmes du traitement spécial et différencié, des préoccupations des petites économies, et du débat en cours sur la forme, la nature et le financement de l'assistance technique à l'avenir. Cela démontrait l'importance que continuaient d'avoir les questions relatives au développement dans les travaux de l'OMC et la nécessité de maintenir le CCD comme un organe solide et efficace pour suivre ces questions. Le programme de travail du Comité pour l'an 2000 serait défini, en partie, au vu des résultats de la troisième Conférence ministérielle, et le CCD tiendrait une réunion informelle en janvier 2000 pour en débattre. Cependant, il apparaissait déjà clairement que le Comité serait appelé à poursuivre l'examen des programmes de coopération technique de l'OMC, eu égard à une évaluation prescrite. En outre, un séminaire sur le traitement spécial et différencié était prévu pour février 2000. Au cours de l'année 1999, le Comité avait accueilli plusieurs invités appartenant à d'autres organisations pour discuter des activités de ces organisations en matière de commerce et de développement. À leur nombre figuraient des représentants du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale, qui avaient présenté le projet de rapport du Groupe d'étude consultatif conjoint du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale sur les petites économies, ainsi que du Comité d'aide au développement de l'OCDE. En 1999, le Sous-Comité des pays les moins avancés avait poursuivi ses travaux concernant le suivi de la Réunion de haut niveau de 1997 sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés. Sur la base d'une note du Secrétariat, il avait examiné les problèmes d'accès aux marchés et les contraintes liées à l'offre auxquels les pays les moins avancés devaient faire face. Le Secrétariat avait aussi communiqué de nouveaux renseignements sur les conditions en matière d'accès aux

marchés qui étaient applicables aux produits exportés par les différents pays les moins avancés. Le Sous-Comité avait également examiné les difficultés rencontrées par les pays les moins avancés dans la mise en œuvre des Accords de l'OMC, et les réponses qui y avaient été apportées, sur la base d'une note d'information du Secrétariat. Cependant, il avait continué d'axer principalement ses travaux sur le suivi de la mise en œuvre du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA. Des exposés lui avaient été présentés par les représentants de la CNUCED, du FMI et du PNUD sur leurs travaux relatifs au Cadre intégré, et le Secrétariat de l'OMC avait présenté des mises à jour concernant ses activités. Plusieurs "tables rondes" devaient se tenir prochainement dans le contexte du Cadre intégré et il se réunirait le 19 novembre pour examiner les progrès réalisés à cet égard.

M. Thomas Jodko (Pologne), Président du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, a dit qu'au cours de la période visée par le rapport, le Comité avait tenu des consultations avec la Roumanie, le Bangladesh et la République slovaque. Dans les trois cas, il avait constaté que les mesures prises par ces pays étaient compatibles avec les dispositions pertinentes du GATT/de l'OMC. Les Membres avaient fait des recommandations et exprimé leurs encouragements concernant les raisons qui avaient amené ces trois Membres à adopter les mesures. Les consultations prévues avec le Pakistan n'avaient pas encore commencé, ce pays ayant demandé leur report. Le dernier paragraphe du rapport contenait des renseignements sur les mesures prises par la Bulgarie, la Tunisie et le Nigéria au sujet des consultations précédentes.

Mme Laurence Dubois-Destrizais (France), Présidente du Comité du budget, des finances et de l'administration, a fait remarquer que le Comité avait dégagé un consensus pour établir une contribution minimum applicable aux pays Membres les moins avancés, l'accord devant être formellement adopté en même temps que le budget pour l'année 2000. De ce fait, la contribution minimum appliquée à ces Membres pour l'année 2000 serait de 19 000 francs suisses au lieu de 30 000. Ensuite, la réunion tenue conjointement avec le Comité du commerce et du développement aux fins de discuter des problèmes de l'assistance technique avait été des plus utiles. Sans doute n'avait-elle pas été décisive, mais elle avait contribué à clarifier les problèmes et à rechercher des solutions. L'affaire était désormais entre les mains du Président et du Directeur général et elle était suffisamment mûre pour permettre qu'une décision sur le financement de l'assistance technique soit prise à la troisième Conférence ministérielle.

M. István Major (Hongrie), Président du Comité du commerce et de l'environnement, a dit que ledit comité avait organisé trois réunions en 1999 et poursuivi le débat sur l'ensemble des points inscrits au programme de travail défini dans la Décision ministérielle de Marrakech sur le commerce et l'environnement, en procédant par groupes de questions sur l'accès aux marchés et l'interdépendance les activités multilatérales concernant l'environnement et des activités multilatérales concernant le commerce. S'agissant de l'accès aux marchés, les débats s'étaient axés principalement sur les secteurs de l'agriculture et de la pêche, et avaient également porté sur ceux de l'énergie, de la sylviculture, des métaux non ferreux, des textiles et du vêtement, du cuir et des services concernant l'environnement. Ces débats sectoriels avaient permis de mettre en lumière les cas où la suppression des restrictions et des distorsions commerciales pouvait être profitable à la fois sur le plan économique et sur le plan environnemental, créant de ce fait des situations bénéfiques à la fois pour le commerce et la préservation de l'environnement (jeu à somme positive). En ce qui concernait l'interdépendance des activités multilatérales concernant l'environnement et concernant le commerce, le Comité avait organisé une réunion d'information avec les cinq secrétariats des Accords environnementaux multilatéraux (AEM), afin d'informer les Membres des dispositions environnementales liées au commerce figurant dans ces accords. Cette réunion avait permis d'expliquer le fonctionnement des mesures liées au commerce dans les AEM et avait contribué à une meilleure compréhension des rapports entre ces AEM et le système commercial multilatéral. L'année 1999 avait été marquée par un climat positif de coopération, ainsi que par une volonté

d'aller de l'avant et de comprendre les questions complexes inscrites au programme du Comité. Les travaux du Comité étaient importants non seulement pour le commerce et l'environnement, mais aussi pour l'ensemble du système commercial multilatéral, et l'examen public, auquel étaient soumis l'OMC et les travaux du Comité se poursuivrait. L'intervenant était convaincu que l'esprit de coopération qui avait contribué à faciliter le travail du Comité en 1999 serait également présent en 2000 lorsque les Membres poursuivraient le difficile programme de travail du Comité.

M. Joong Keun Kim (Corée), en l'absence de M. Man Soon Chang (Corée), Président du Groupe de travail des liens entre commerce et investissement, a dit que, conformément à la décision du Conseil général du 18 décembre 1998, le Groupe de travail avait poursuivi l'œuvre pédagogique entreprise sur la base du mandat défini au paragraphe 20 de la Déclaration ministérielle de Singapour. Le rapport fournissait un aperçu des travaux effectués.

M. Ronald Saborío Soto (Costa Rica), Président du Groupe de travail de la transparence des marchés publics, a dit que le Groupe de travail avait organisé trois réunions en 1999. Une note informelle du Président jointe au présent rapport énumérait les questions de fond soulevées dans le Groupe de travail ainsi que les observations formulées à leur propos. Par ailleurs, au cours de la période visée par le rapport, divers documents avaient été soumis au Groupe de travail, dont quatre propositions présentées par six délégations concernant des projets de texte en vue d'un accord sur la transparence des marchés publics.

Le Président, présentant le rapport du Conseil général pour 1999, a dit que l'année 1999 avait été l'une des plus chargées dans les annales du Conseil, qui avait tenu de longues séances au cours desquelles des questions importantes, difficiles, avaient été examinées. Il s'agissait notamment de la désignation du Directeur général et, autre volet, de la préparation longue et ardue de la troisième Conférence ministérielle – processus qui avait donné lieu à de multiples réunions du Conseil général, formelles et informelles, et qui se poursuivait encore. Ce travail permettrait finalement au Conseil général de présenter aux ministres ses recommandations au sujet du programme des travaux de l'OMC pour le prochain millénaire. Parmi les questions portées devant le Conseil par les Membres au cours de l'année figurait la nécessité d'une plus grande cohérence entre les politiques élaborées par l'OMC, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, à laquelle deux réunions avaient été consacrées. Le Conseil général avait également continué d'assumer sa fonction de surveillance de la mise en œuvre du Programme de travail sur le commerce électronique et avait apporté ses suggestions aux ministres sur ce point. Le Président a rappelé que le 6 octobre 1999, le Conseil général était convenu de transmettre, à la troisième Conférence ministérielle, les rapports sur le commerce électronique établis par le Conseil du commerce des services, le Conseil du commerce des marchandises, le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et le Comité du commerce et du développement, assortis d'une double recommandation: a) le Conseil général devait revenir sur la question du commerce électronique le plus tôt possible au cours de l'année 2000, dans le cadre de son programme de travail ordinaire; et b) ce faisant, il devait poursuivre ses travaux sur le commerce électronique en s'appuyant sur les rapports susmentionnés communiqués par les quatre organes pertinents de l'OMC, sur tous travaux ultérieurs qui pourraient être effectués par ces organes dans l'intervalle, et sur tous accords qui pourraient être conclus à la troisième Conférence ministérielle sur la question du commerce électronique. Reconnaisant qu'il importait de mieux faire comprendre au public les avantages du système commercial multilatéral, le Conseil général avait également examiné la question de la promotion de l'image de l'OMC et avait autorisé des consultations informelles à ce sujet afin que les Membres puissent tirer mutuellement parti de leur expérience respective dans ces activités. Il avait également examiné la question de la structure de la haute direction de l'OMC. Un examen de la structure du Secrétariat de l'OMC et de la haute direction serait mené à bien d'ici à la fin de septembre 2000, conjointement avec l'examen en cours des règles et procédures pour la désignation du Directeur général. Au cours de la période visée par le rapport, le Conseil général avait établi trois groupes de travail des accessions et adopté des

décisions autorisant l'accèsion de trois nouveaux Membres. On pouvait considérer que plusieurs autres groupes de travail des accessions auraient bientôt achevé leurs travaux. Le Conseil général avait accordé deux dérogations à des Membres, était convenu de proroger le délai prévu pour l'application de plusieurs dérogations accordées au titre de diverses obligations découlant de l'OMC, et avait examiné les rapports concernant des dérogations accordées pour une période de plus d'une année. Le Président avait remercié les Présidentes et Présidents de tous les organes de travail de l'OMC pour leurs efforts, leur détermination et leur compétence, ainsi que les Membres pour l'esprit de coopération dont ils avaient fait preuve dans la tâche difficile entreprise. Forte de cet appui et de la solide tradition de consensus implantée au sein de l'organisation, l'OMC avait pu progresser en vue de relever les défis posés par le nouveau millénaire, en étant mieux armé pour y faire face.

Le Conseil général a adopté le rapport du Comité du commerce et du développement, a pris note des rapports des autres organes de l'OMC, y compris ceux présentés par les organes établis dans le cadre des Accords commerciaux plurilatéraux, et a pris note des déclarations liminaires des Présidents.

Le représentant de l'Australie a dit qu'en ce qui concernait le projet de rapport annuel du Conseil général, il manquait deux éléments déterminant en matière de commerce électronique, tous deux prescrits par la Déclaration sur le commerce électronique mondial. Celle-ci invitait en effet le Conseil général à "élaborer un rapport sur l'avancement du programme de travail et d'éventuelles recommandations en vue d'une action", qui serait présenté aux ministres à la troisième Conférence ministérielle. Le Conseil général était également invité à réexaminer la Déclaration – ce qui incluait le moratoire sur l'application des droits de douane aux transmissions électroniques –, dont la reconduction serait décidée par consensus. Il convenait d'inscrire la question du moratoire au nombre des décisions immédiates à la troisième Conférence ministérielle, et l'Australie engageait vivement les Membres à dégager le consensus nécessaire pour reconduire celui-ci. S'agissant du programme de travail, les travaux sur le commerce électronique ne pouvaient se poursuivre avant que le Conseil général n'ait examiné les rapports des organes subsidiaires et établi un rapport d'ensemble recensant clairement les domaines où existait un consensus et ceux où l'action devait être poursuivie en vue de remédier aux lacunes et de résoudre les incertitudes concernant l'applicabilité des règles commerciales au commerce électronique. L'étape suivante consisterait à recommander que les groupes de travail et de négociation pertinents prennent des mesures spécifiques visant des questions spécifiques dans le cadre de leur programme de travail. En conséquence, le rapport annuel du Conseil général devait adresser aux ministres les deux recommandations suivantes: d'une part, les Membres devraient reconduire leur pratique actuelle qui était de ne pas imposer de droits de douane sur les transmissions électroniques pour la durée des négociations multilatérales, et d'autre part, le Conseil général devait achever le programme de travail en vigueur sur le commerce électronique en établissant un rapport de synthèse sur les constatations des organes subsidiaires, assorti de recommandations relatives à de nouvelles actions concrètes, qui serait transmis aux organes de travail et aux organes de négociation pertinents en vue de son inscription à leurs programmes de travail respectifs. La délégation de l'intervenant se ferait un plaisir de fournir le libellé de ces deux recommandations.

Le représentant de la Malaisie, prenant la parole sur une motion d'ordre, a dit que les recommandations, dont l'Australie avait suggéré qu'elles soient inscrites dans le rapport du Conseil général ne devaient pas faire partie de ce rapport. Il convenait plutôt qu'elles soient intégrées à la Déclaration ministérielle et que l'Australie présente ces suggestions dans le cadre des travaux préparatoires de la troisième Conférence ministérielle. Concernant un autre point, l'intervenant a dit que le projet de Décision ministérielle ne faisait pas encore état du réexamen du mécanisme d'examen des politiques commerciales, qui avait été mené à bonne fin.

Le Président a rappelé que la question de savoir comment faire avancer les travaux sur le commerce électronique avait fait l'objet de débats approfondis à la réunion du Conseil général d'octobre. La conclusion consignée dans le compte rendu de cette réunion signalait clairement que le

Conseil général ne reviendrait pas sur la question du commerce électronique avant la fin de la troisième Conférence ministérielle, en attendant toute décision que pourraient prendre les ministres à ce sujet. Toute proposition au Conseil général concernant le commerce électronique était donc pour l'instant irrecevable.

Le représentant de l'Inde a dit que sa délégation était satisfaite des éclaircissements apportés par le Président sur la question du commerce électronique et qu'elle souscrivait à cet égard au point de vue de la Malaisie.

Le Président a proposé que le Conseil général adopte son rapport, étant entendu que le Secrétariat apporterait les ajustements nécessaires au projet reproduit dans le document WT/GC/W/345 et Add.1 afin d'y inclure les questions examinées à la réunion en cours¹¹, et il a pris note des déclarations.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

10. Désignation des Présidents des organes de l'OMC

Le Président, prenant la parole au titre des "autres questions", a rappelé que le Conseil général procédait en principe à la désignation des Présidents des organes de l'OMC à sa dernière réunion de l'année. Toutefois, en raison de l'intensité des préparatifs de la troisième Conférence ministérielle, il n'avait pas été possible de mener des consultations sur cette question. Ces consultations seraient tenues dès que possible après la Conférence.

Le Conseil général a pris note de la déclaration et a ajourné sa réunion.¹²

¹¹ Le rapport annuel du Conseil général a été distribué par la suite sous la cote WT/GC/28 et Add.1.

¹² La réunion sera convoquée de nouveau pour examiner le rapport du Comité du budget, des finances et de l'administration au titre du point 2.